	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p>
	<p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de CRANVES-SALES
SIRET/SIREN
21740094400013
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie de CRANVES-SALES 139 rue de la mairie 74380 CRANVES-SALES Service urbanisme / Mme Françoise Rieu-Weber : Tél. 04 50 39 39 41 francoise.riew-weber@mairie.cranves-sales.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
M. Bernard BOCCARD, Maire de CRANVES-SALES
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Nathalie MAZE

Urbaniste – TERRITOIRES DEMAIN
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
22 Rue du Square – Cran-Gevrier – 74960 ANNECY nm@territoiresdemain.fr
2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
Plan Local d'Urbanisme de CRANVES-SALES
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
PLU approuvé le 15/12/2014. Modification simplifiée n°1 approuvée le 13/04/2015. Modification n° 1 approuvée le 17/10/2016. Modification simplifiée n°2 approuvée le 04/06/2018. Modification simplifiée n°3 approuvée le 26/11/2018. Modification n° 2 approuvée le 23/09/2019. Modification n° 3 approuvée le 23/02/2022. https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&lon=6.299563&lat=46.19446199999999&zoom=13&mlon=6.299563&mlat=46.194462
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de CRANVES-SALES
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
(Pour plus de précisions, se reporter à la notice de présentation.) La modification du règlement écrit porte sur l'ensemble de la zone UH délimitée par le PLU.

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020.
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCOT Annemasse - Les Voirons Agglomération, approuvé le 15 septembre 2021.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques

d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027, approuvé le 18 mars 2022. PRGI Rhône-Méditerranée 2022-2027, approuvé le 21 mars 2022. Schéma départemental d'accueil et d'habitat des Gens du Voyage. PCAET Annemasse - Les Voirons Agglomération, approuvé le 30 mars 2016 Schéma directeur de l'énergie Annemasse - Les Voirons Agglomération, approuvé le 25 janvier 2023
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
PLU non soumis à évaluation environnementale (le débat sur le PADD a eu lieu avant le 1er février 2013, date d'entrée en vigueur du décret du 23 août 2012)
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
La modification n°2 du PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale (dossier n°2019-ARA-AUPP-00681, absence d'avis en date du 12/06/2019) L'ensemble des autres procédures d'évolution du PLU, dont la dernière est la Modification n°3 du PLU approuvée le 23/02/2022 (décision n°2021-ARA-2268 du 18 août 2021), n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Modification n°3 du PLU approuvée le 23/02/2022, ayant pour objets : <ul style="list-style-type: none"> ▪ créer cinq secteurs de mixité sociale en application de l'article L.151-15 du code de l'urbanisme ; <ul style="list-style-type: none"> - au lieu-dit « Les Plantées », en remplaçant la zone 2AU par une zone 1AUH-oap12 avec une OAP dédiée n° 12 (0,9 ha, environ 45 à 50 logements, soit 110 à 120 habitants supplémentaires) ; - au lieu-dit « Les Narulles » situé en zone urbanisée UH et création d'une OAP

- dédiée n°13, (1 ha, environ 55 logements) ;
- au lieu-dit « Les Vignes Rouges » situé en zone urbanisée (UHb et UH) et suppression d'un emplacement réservé pour la mixité sociale L3 et du périmètre de gel (0,95 ha) ;
- au lieu-dit « Sur Pelvat » situé en zone urbanisée UHb et suppression du périmètre de gel (1,1 ha) ;
- au lieu-dit « Chez Batardon », reclassement d'un secteur en zone urbanisée à vocation d'équipements UE en zone à vocation d'habitat dominant UHb (0,3 ha, environ 25 à 30 logements, soit 62 à 74 habitants supplémentaires) ;
- modifier le règlement graphique pour :
 - classer une partie de la parcelle A21 située lieu-dit « Cabouet Nord » en zone Uhp au lieu de
 - zone N, compte tenu du jugement du 30 mars 2017 du tribunal administratif de Grenoble susvisé ;
 - modifier l'OAP n°4 « La Bergue / Sur Pelvat », en supprimant l'accès piéton prévu au nord, réduisant l'emplacement réservé pour mixité sociale L5 et reclassant parcelle D3068 en zone UH ;
 - inscrire deux emplacements réservés pour aménager et sécuriser l'impasse de la Charniaz (n° 38) et aménager un sentier piéton le long de la route du Pont-Rouge (n° 39) ;
- modifier le règlement écrit pour :
 - permettre la construction par tranche dans les deux secteurs d'urbanisation future à court ou moyen terme indicés 1AUhp situés lieu-dit « Lossy » ;
 - compléter les définitions ;
 - définir les secteurs de mixité sociale dans les zones UH et 1AUH ;
 - compléter les prescriptions relatives à la qualité de l'expression architecturale (nuancier de teintes) ;
 - encadrer l'implantation des constructions et aménagements à la pente du terrain ;
 - élargir les bandes de reculs des constructions vis-à-vis du domaine public et des limites séparatives et ajouter des schémas illustratifs ;
 - préciser les dimensions des places de stationnement des véhicules automobiles et prescrire une aire de stockage par logement pour les nouvelles opérations de logements collectifs ;
 - supprimer les dérogations prévues pour les personnes à mobilité réduite dans la mesure où l'article L. 152-4 du code de l'urbanisme prévoit déjà ces dérogations ;
 - rectifier des erreurs matérielles affectant notamment les tranches de logements des opérations pour lesquelles sont distinguées les règles de stationnement et la représentation d'un emplacement réservé n°5 au lieu-dit « Borly » ;
- compléter l'OAP transversale de prescriptions relatives à la préservation de l'intérêt et du caractère des lieux et d'orientations relatives à l'adaptation des constructions et aménagements à la pente du terrain ;
- mettre à jour les annexes du PLU.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification simplifiée du PLU (articles L. 153-36 et suivants, articles L153-45 à L153-48

du code de l'urbanisme)
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
6975 habitants au recensement INSEE 2019 et 8200 habitants d'après les premières estimations non consolidées du recensement officiel de 2024

4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	5237,7 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	382,82 ha	28,22 %	inchangé	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
zones 1 AU	37,55 ha	2,76 %	inchangé	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
zones 2 AU	3,33 ha	0,25 %	inchangé	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
zones A	459,49 ha	33,87 %	inchangé	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
zones N	473,33 ha	34,89 %	inchangé	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Total	1356,52 ha	100 %	inchangé	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Compte tenu de l'ancienneté du PLU, le PADD ne comporte pas d'objectif chiffré de modération de la consommation d'espace

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La modification simplifiée vise à modifier l'article 7 du le règlement écrit de la zone UH. Il s'agit de réduire à 1 m le minimum le recul des constructions et installations à destination d'équipements publics et d'intérêt collectif vis-à-vis des limites séparatives (actuellement 3 ou 4 m selon les secteurs de la zone UH), afin de permettre l'optimisation de l'espace

urbanisé et faciliter le développement des équipements publics en lien avec l'évolution des besoins.
<p>4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et la superficie
<p>En réduisant le recul minimum vis à vis des limites séparatives uniquement pour la réalisation d'équipements publics ou d'intérêt collectif, induisant une densification limitée de la zone UH (urbanisée à vocation mixte ou d'habitat dominant). L'emprise totale de la zone UH est de 328 ha, mais l'incidence de la densification sera ponctuelle et limitée.</p>
4.3.4 La procédure a pour objet :
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<p>- de déclasser un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<p>- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

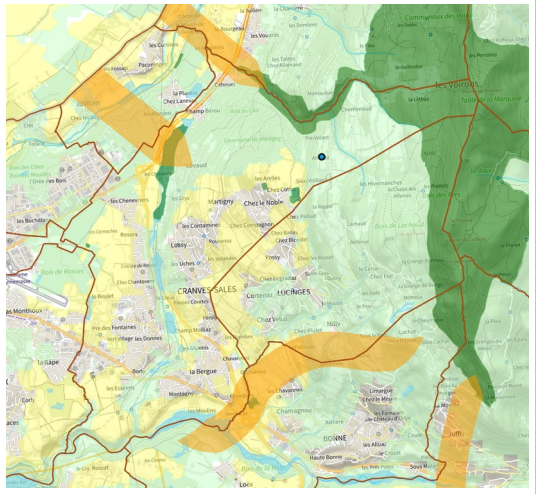
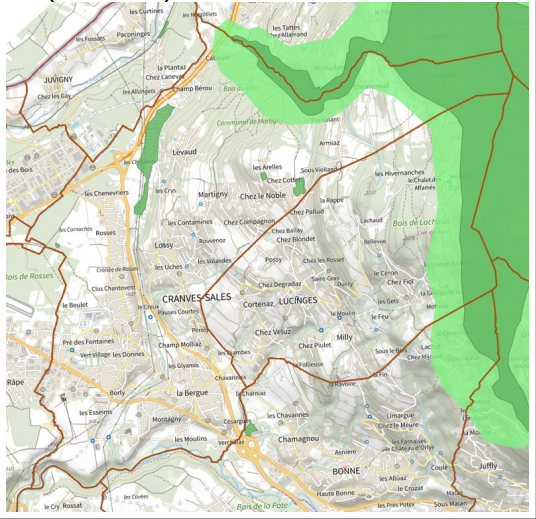
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents

listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La loi montagne s'applique partiellement sur le territoire communal.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Une zone Natura 2000 est présente sur la commune de Cranves-Sales : « Massif des Voirons » directive habitat (FR8201710).
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRn révisé, approuvé en 2016.

Annexe II


Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'abord de protection du monument historique « Dolmen dit La Cave ou Chambre aux Fées » situé sur la commune de Saint-Cergues s'étend sur la commune de Cranves-Sales.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Cranves-Sales compte plusieurs zones humides inscrites à l'inventaire ASTERS. Il n'y a pas de zone humide RAMSAR sur le territoire communal.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Trame verte et bleue du SRADDET : réservoir de biodiversité en partie amont de la commune (massif des Voirons). Des corridors écologiques sont présents en parties Nord-Ouest et Sud-Est de la commune.


			
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 ZNIEFF de type I : " Les Voirons et le ravin de Chandouze " (N°74070003), " Marais entre Armiaz et le Noble " (N° 74000024), " Prairie humide du Bois des Rosses " (N° 74000058), " Tourbière de Lossy " (N°74000005). - 1 ZNIEFF de type II : " Chainons occidentaux du Chablais " (N°7407). 
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	APB " Massif des Voirons " (APPB017)

- un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code			
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLU inscrit des EBC au titre de l'article L.113-1 du CU
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les dispositions de la loi montagne couvrent partiellement le territoire communal (hameaux de Martigny, Armiaz, Chemenoud).
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les dispositions du PPRn s'appliquent en tant que servitudes sur l'ensemble du territoire communal et peuvent concerner les zones UH du PLU.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

code minier			
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone Natura 2000 est située à près de 2km à l'amont de la zone UH la plus proche.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le périmètre de protection du monument historique couvre une petite partie de la zone UH du PLU.</p> 
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les zones humides sont strictement protégées au titre de l'article L151-23 du CU et classées en zone naturelle par le PLU. Aucune zone humide n'est située en zone UH du PLU.
D'une trame verte et bleue prévue à	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les réservoirs de biodiversité ainsi

l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)			qu'un des corridors écologiques identifiés par le SRADDET sont protégés au titre de l'article L151-23 du CU par le PLU. Le second corridor écologique est majoritairement inconstructible car en zone rouge du PPRn. Le corridor écologique identifié par SRADDET au Sud-Est du territoire communal, couvre en partie la zone UH, urbanisée et bâtie. Le SCOT approuvé en 2021 place ce corridor plus à l'Est, vers la commune de Bonne.
			
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone UH du PLU ne concerne aucune ZNIEFF.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone UH du PLU ne concerne pas le périmètre de l'APB.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun EBC n'est situé en zone UH.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La zone UH comprend des secteurs bâtis d'intérêt patrimonial délimités au titre de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme.
D'un secteur délimité par le plan	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La zone UH comprend des secteurs

local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme			délimités au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme (corridor écologique).
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☐ Oui
☒ Non

Si oui, précisez :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

6. Auto-évaluation
L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.
<i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i>

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
septembre 2024
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Le projet de modification simplifiée sera mis à disposition du public pendant 1 mois minimum. Il fera l'objet d'un bilan du Conseil Municipal.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus.			
Bernard Boccard , Maire de Cranves-Sales			
(personne publique responsable)			
Fait à	Cranves-Sales	le,	18 juillet 2024
Nom	Boccard	Prénom	Bernard
Qualité	Maire de Cranves-Sales		
Signature			
			

